

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 23/013/2008 – ÉFAI

15 avril 2008

AU 97/08 **Craintes pour la sécurité / Menaces de mort**

COLOMBIE **Les membres du Programme de développement et paix du Magdalena Medio ainsi que ceux de l'organisation de défense des droits humains *Corporación SEMBRAR* et de la Fédération agricole et minière du sud de Bolívar (FEDEAGROMISBOL), une organisation syndicale Les prêtres catholiques exerçant dans les municipalités de Tiquisio, Arenal et Regidor, dans le département de Bolívar**

Le 10 avril, des menaces de mort signées des Aigles noirs (*Aguilas Negras*), un groupe paramilitaire, ont été adressées par courrier électronique aux personnes visées plus haut. Le courriel les informait qu'elles étaient considérées comme des objectifs militaires et seraient à ce titre tuées.

Il faisait état d'une liste sur laquelle figurait leur nom, parmi ceux des « *indésirables à éliminer* », et les accusait d'appartenir à un mouvement de guérilla ou d'en être les alliés. Le message prévenait par ailleurs que les organisations susmentionnées et leurs membres étaient maintenus sous surveillance dans les municipalités de Tiquisio, Arenal, La Gloria et Regidor, dans le département de Bolívar, ainsi qu'à Aguachica, dans le département de César.

Et de poursuivre : « *Pour chaque acte contraire à la sécurité démocratique [sic] que vous organisez dans ces villes, vous serez éliminés un par un dans l'ordre de la liste* ». Le courriel concluait ainsi : « *Nous n'hésiterons pas à vous assassiner, préparez vos proches afin qu'ils puissent vous enterrer.* »

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le Programme de développement et paix du Magdalena Medio promeut le développement économique, social, culturel et institutionnel de la région, en particulier au sein des communautés vulnérables et déplacées. La *Corporación SEMBRAR* est une organisation de défense des droits humains qui surveille depuis quelques années la situation de ces droits dans la région et qui a dénoncé de multiples atteintes.

La FEDEAGROMISBOL représente les intérêts des paysans et des ouvriers des mines d'or artisanales dans le sud du département de Bolívar. Elle fait campagne contre l'arrivée dans la région de multinationales de l'exploitation minière de l'or. Depuis quelques années, ses membres sont régulièrement menacés et accusés de subversion. Le 19 septembre 2006, Alejandro Uribe, un responsable de la FEDEAGROMISBOL, a été tué par des membres du bataillon *Nueva Granada* de l'armée colombienne. Les forces de sécurité le présentent comme un guérillero tué au combat.

Les organisations de défense des droits humains, les syndicats et d'autres organisations à vocation sociale ont souvent été accusés de collaborer ou de sympathiser avec la guérilla par les représentants du gouvernement, ainsi que par les forces de sécurité et les paramilitaires. De telles accusations ont fréquemment été suivies de menaces ou d'agressions à l'encontre de militants des droits humains. Le conflit fournit une couverture opportune à ceux qui cherchent à développer et protéger des intérêts économiques, et les violations des droits humains sont souvent perpétrées dans des zones présentant un attrait économique.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous préoccupé par la sécurité des membres de la FEDEAGROMISBOL, de la *Corporación SEMBRAR* et du Programme de développement et paix du Magdalena Medio, ainsi que par celle des prêtres catholiques exerçant dans les municipalités de Tiquisio, Arenal et Regidor dans le département de Bolívar ;
- exhortez les autorités à prendre toutes les mesures jugées appropriées par les personnes et les organisations citées dans le message de menaces du 10 avril afin de garantir leur sécurité ;
- demandez instamment aux autorités de mener des investigations approfondies et impartiales sur ces menaces de mort, d'en rendre publiques les conclusions et de déférer à la justice les responsables présumés ;
- demandez aux autorités de prendre des mesures décisives pour combattre et démanteler les groupes paramilitaires, ainsi que pour enquêter sur leurs liens avec les forces de sécurité et rompre ceux-ci, conformément aux nombreuses recommandations des Nations unies ;
- appelez les autorités à élaborer, en collaboration avec des défenseurs des droits humains, des politiques et des plans visant à garantir la sécurité de ces derniers, conformément aux principes de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, et à rendre ces plans publics.

APPELS À :

Président de la République :

Señor Presidente Álvaro Uribe Vélez

Presidente de la República, Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-2, Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 337 5890

Formule d'appel : Excmo. Sr. Presidente Uribe, / Monsieur le Président de la République,

Directeur du Programme présidentiel pour les droits humains et le droit international humanitaire :

Dr. Carlos Franco Echevarría

Director del Programa Presidencial de Derechos Humanos y Derecho Internacional Humanitario
Vicepresidencia De La República De Colombia, Calle 7 No 6-54, Bogotá, Colombie

Fax : + 57 1 565 9797

Formule d'appel : Estimado Dr. Franco Echevarría, / Monsieur le Directeur,

Procureur général :

Dr. Mario Germán Iguarán Arana

Fiscal General de la Nación, Fiscalía General de la Nación

Diagonal 22B (Av. Luis Carlos Galán No. 52-01) Bloque C, Piso 4, Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 570 2000 (un message préenregistré en espagnol vous indique alors de composer le numéro de poste 2017)

Formule d'appel : Estimado Sr. Fiscal, / Monsieur le Procureur général,

COPIES À :

Corporación SEMBRAR

Calle 2 Sur No. 31B-28

Bogotá, Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 27 MAI 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

